



PLAIDOYER POUR UN CHANGEMENT PROFOND ET DURABLE

Les citoyens ont parlé :

Les cahiers de doléances (2019) que nous avons étudiés témoignent d'une aspiration profonde à un changement de société. Au-delà des préoccupations individuelles, ces contributions convergent vers un désir commun : **une démocratie plus participative, une transition écologique ambitieuse, un modèle social plus juste, une administration plus efficace et proche des citoyens.**

Il ressort de la consultation des cahiers de doléances accessibles au niveau de Nantes Métropole (plus de 500 contributions) ainsi que des actes du grand débat de Nantes Nord de 2019 le besoin unanime d'être écouté et entendu par celles et ceux qui dirigent le pays.

Si l'ensemble des contributions marque une profonde défiance, voire un ressentiment envers les responsables politiques et les hauts fonctionnaires ainsi qu'une forte critique du train de vie de l'État, la plupart font des propositions concrètes pour améliorer leur quotidien :

1. Une démocratie plus participative et représentative

Les citoyens souhaitent être davantage associés aux décisions qui les concernent. Pour répondre à cette attente, il est proposé de :

- **Instaurer le référendum d'initiative citoyenne (RIC)** : Ce dispositif permettrait aux citoyens de proposer directement des lois, renforçant ainsi leur pouvoir décisionnel et leur sentiment d'appartenance à la démocratie. 80% des personnes interrogées sont favorables à cette mesure.
- **Renforcer la transparence de l'action publique** en publiant en ligne tous les budgets et les comptes rendus des réunions : En améliorant l'accès à l'information, cette mesure favoriserait une plus grande confiance des citoyens envers leurs élus et permettrait une meilleure évaluation des politiques publiques. 69% des personnes interrogées souhaitent être mieux informées sur l'utilisation de l'argent public.
- **Favoriser la diversité de la représentation** en instaurant la proportionnelle pour certaines élections et en tirant au sort une partie des représentants : Ces mesures garantirait une meilleure représentation des différentes sensibilités politiques et sociales. 49% des personnes interrogées souhaitent instaurer la proportionnelle pour les élections législatives.

2. Une transition écologique ambitieuse et équitable

Face à l'urgence climatique, les citoyens sont prêts à agir. 95% d'entre eux estiment pouvoir contribuer personnellement à la protection de l'environnement. Pour accompagner cette dynamique, il est proposé de :

- **Investir massivement dans les énergies renouvelables** : Développer l'éolien, le solaire, la géothermie et autres sources d'énergie renouvelable permettrait de réduire notre dépendance aux énergies fossiles et de lutter contre le réchauffement climatique.
- **Rénover thermiquement les bâtiments** : En améliorant l'isolation des bâtiments et en modernisant les systèmes de chauffage, nous réduirions considérablement notre consommation énergétique et nos émissions de gaz à effet de serre.
- **Soutenir l'agriculture biologique et les circuits courts** : En favorisant une agriculture respectueuse de l'environnement et en réduisant les distances parcourues par les aliments, nous contribuerions à préserver la biodiversité et à améliorer la qualité de notre alimentation.
- **Lutter contre le gaspillage alimentaire** : En mettant en place des mesures pour réduire le gaspillage à tous les niveaux de la chaîne alimentaire, nous limiterions notre impact environnemental et contribuerions à nourrir les populations les plus vulnérables.

3. Un modèle social plus juste et inclusif

Les citoyens aspirent à une société où chacun a les mêmes chances de réussir. Pour cela, il est proposé de :

- **Améliorer l'accès au logement** : En développant le parc de logements sociaux, en régulant les loyers et en facilitant l'accès à la propriété, nous permettrions à un plus grand nombre de personnes de se loger décemment.
- **Garantir une éducation de qualité pour tous** : En réduisant les inégalités d'accès à l'éducation, en améliorant les conditions d'enseignement et en luttant contre le décrochage scolaire, nous donnerions à chaque enfant les mêmes chances de réussir.
- **Favoriser l'emploi local** : En soutenant les entreprises locales et en développant les formations professionnelles adaptées aux besoins du territoire, nous contribuerions à réduire le chômage et à renforcer le tissu économique local.
- **Lutter contre les inégalités** : En revalorisant le SMIC ainsi que les plus petites retraites et en instaurant une fiscalité plus juste, nous permettrions de réduire les écarts de revenus et de favoriser une plus grande cohésion sociale. A noter une forte demande de réhabilitation de l'ISF et des contributions des plus aisés (particuliers et entreprises).

4. Une administration plus efficace et proche des citoyens

Les citoyens souhaitent une administration simple et efficace. Pour cela, il est proposé de :

- **Simplifier les démarches administratives** : En décloisonnant les différents services publics et en refusant une dématérialisation systématique excluant les populations les plus fragiles, en maintenant un accueil physique et téléphonique, nous faciliterions la vie des citoyens et des entreprises.
- **Décentraliser les décisions** : En donnant plus de pouvoirs aux collectivités locales, nous permettrions une meilleure prise en compte des spécificités de chaque territoire.
- **Renforcer la présence des services publics** sur l'ensemble du territoire, notamment dans les zones rurales : En améliorant l'accès aux services publics, nous garantirions l'égalité des chances pour tous les citoyens.

Conclusion

Les cahiers de doléances ainsi que les consultations citoyennes reflètent **une volonté claire de changement**. En répondant à ces attentes, nous renforcerons la confiance dans les institutions et construirons ensemble un avenir plus juste et durable.

Devant le souhait profond des citoyens d'être davantage associés aux décisions qui les concernent, on ne peut que souhaiter le développement accru des outils – très concrets – de démocratie participative qui existent déjà : conventions citoyennes, conseils consultatifs, rencontre-forums de quartier, assemblées citoyennes permanentes sur les politiques de la ville, droit de pétition citoyenne, budgets participatifs, etc... Au niveau national ces outils ont été mis en place depuis 2020 dans une dizaine de villes (petites et moyennes) et le bilan est globalement positif, surtout si on considère les petites communes.

Une étape importante serait que des élus préalablement formés aux méthodes de gouvernance participative¹ participent à ces assemblées dans une optique co-délibérative, que ce soit au niveau des communes, des métropoles, des départements et régions. À Clermont-Ferrand, une convention citoyenne appelée « assemblée de codécision » a été expérimentée avec succès.

En travaillant ensemble, nous pouvons donc faire de notre territoire **un modèle de démocratie participative et de développement durable**.

Pour le groupe nantais du Pacte du POUVOIR DE VIVRE

Dominique MACAIRE

Coordinateur

06 66 59 46 90

¹ Ce mode de gouvernance participatif propose une approche systémique des questions organisationnelles et managériales qui résout la question si délicate du pouvoir et de son exercice – Voir La Fonda, fabrique associative depuis 40 ans < <https://fonda.asso.fr/la-fonda-accompagne-la-vie-associative-depuis-plus-de-40-ans> >